



BLANQUEFORT. Un an jour pour jour après l'annonce de la reprise de Ford, les salariés ont réclamé hier, devant l'usine, la réalisation des projets promis

Une bougie à oublier



Action plus symbolique que vindicative : la CGT avait appelé à débrayer hier. Le mouvement a été peu suivi. (PHOTO CLAUDE PETIT)

C'était le 2 février 2009. Devant les télévisions, radios, journaux de la France entière, la ministre de l'Économie, de l'Emploi et de l'Industrie, Christine Lagarde, annonce depuis le Grand Hôtel à Bordeaux, la reprise officielle du site de Ford à Blanquefort par le groupe allemand HZ Holding. « Cette usine ne fermera pas. Tous les emplois seront sauvés », avait-elle alors déclaré.

2 février 2010. Devant les portillons d'entrée de l'entreprise, les images tournées il y a un an sont projetées en boucle sous un tivolì dressé par le syndicat CGT pour cette date anniversaire. Les articles de presse publiés à l'occasion de cette annonce sont affichés. « On nous avait promis des projets. Nous les attendons toujours », lance Carlos Abrantes, militant CGT.

Vidéos souvenirs

Pour fêter le premier anniversaire de la reprise du site, le syndicat a appelé les salariés à débrayer de 7 h 30 à 17 heures. Combien ont suivi le mouvement ? Très peu. Mais quelque 200 salariés sont venus saluer

ou ont pique-niqué à midi avec leurs collègues de la CGT. Durant la matinée, la députée socialiste Pascale Got est venue les soutenir, les membres du comité de soutien des salariés également.

Depuis un an, les 1 600 emplois de l'usine de fabrication de boîtes de vitesse ont été conservés. 2009 a été une année sans chômage partiel, contrairement à 2008 où les salariés sont restés 15 semaines en congés forcés. « Pourtant, nous avons moins produit qu'en 2008, note Antoine Martos, délégué CGT. La direction a acheté la paix sociale, mais nous sommes véritablement inquiets. »

« Ford est responsable »

Depuis douze mois, aucun des six projets que devait développer le repreneur n'a vu le jour. Les banques restent frileuses sur le crédit nécessaire pour lancer la fabrication de grandes couronnes d'éoliennes (voir ci-contre). HZ Holding n'a toujours pas signé de contrat avec de nouveaux clients susceptibles d'acheter des boîtes de vitesse. La diversification de l'usine dans d'autres pièces automobiles n'a pas débuté.

Les employés continuent à fabriquer des transmissions automatiques pour le concessionnaire américain. 150 000 boîtes devraient sortir de l'usine cette année, contre 200 000 l'an dernier. Les commandes doivent s'arrêter au printemps 2011.

« Ford doit prendre ses responsabilités. C'est lui qui a choisi le repreneur. Nous ne lui donnons pas de bons de sortie, tant que notre pérennité n'est pas assurée », dit Philippe Poutou. Acte symbolique : sur le nouveau panneau à l'entrée du site mentionnant le nom First Aquitaine Industries, les salariés ont collé une dizaine d'autocollants « Ford, sauvons les emplois ».

Slogan utilisé pendant leur mobilisation pour sauvegarder le site en 2008 alors que le géant américain souhaitait fermer son usine de Blanquefort. « Aujourd'hui, j'ai l'impression de revenir deux ans en arrière, relève Rodolphe Petit Jean. Il s'est pourtant passé des choses, on a bloqué l'usine, réussi à mobiliser le personnel, bougé les pouvoirs publics. Mais depuis un an, on en est au même point. Rien n'avance. »

Mobiliser à nouveau

Pour la CGT, il faut continuer à agiter le drapeau, remobiliser le personnel « tant qu'il est encore temps, pas quand on apprendra qu'on nous licencie faute de projets », scande Philippe Poutou. Le syndicat estime que les six mois seront cruciaux pour l'avenir du site. « Si rien n'est fait rapidement, nous serons véritablement en péril l'an prochain », souligne Antoine Martos.

Il y a un an jour pour jour, les 1 600 salariés étaient conviés à l'intérieur de l'entreprise à la présentation sur grand écran des projets futurs pour l'entreprise et faisaient connaissance avec leurs nouveaux patrons.

« On nous a demandé de respecter notre contrat de travail, cesser la mobilisation et tenir nos engagements, relève Carlos A brantes. À nous de leur dire de tenir les leurs aujourd'hui. Eux aussi ont un contrat avec nous. »

Auteur : LAURIE BOSDECHER
l.bosdecher@sudouest.com

Tags : Gironde Economie Entreprises Travail **blanquefort bordeaux** Actualité